



npa2009.org

NON À L'ACCORD TSIPRAS – UNION EUROPÉENNE SOLIDARITÉ AVEC LES TRAVAILLEURS ET LE PEUPLE GRECS

Après 17 heures de réunion, un accord a finalement été annoncé par les dirigeants de la zone euro concernant la Grèce. Alexis Tsipras a finalement capitulé face aux exigences brutales de la Troïka.

CONTRE LE PILLAGE ET LA MISE SOUS TUTELLE DE LA GRÈCE

Des mesures draconiennes devront être votées par le parlement grec d'ici mercredi, comme préalable à un nouveau « sauvetage » de l'économie grecque. Cela inclut la mise en place d'un fond de vente d'actifs publics pour 50 milliards d'euros, sous la tutelle de l'Union Européenne, afin de forcer la Grèce à rembourser la dette au fur et à mesure qu'elle privatise ses actifs.

En plus des réformes plus dures concernant le système de retraites, l'augmentation des impôts, la privatisation de l'électricité (qui avait été refusée par le gouvernement grec jusqu'à maintenant), une nouvelle réforme du droit du travail qui toucherait les conventions collectives et faciliterait les licenciements massifs, ainsi que des mesures dans le secteur financier et fiscal.

Avec la mise en place du fond de 50 milliards d'euros pour piloter d'ultérieures privatisations et organiser la cession massive d'actifs, la Grèce va payer ses dettes, de façon à garantir de nouvelles possibilités d'endettement. Le cycle austérité-endettement n'est donc pas prêt de finir. Il s'agit d'un saut qualitatif dans les privatisations, puisque sous les gouvernements sociaux-démocrates et conservateurs, Athènes n'avait privatisé ces dernières années que pour 5 milliards d'euros. La seule concession qui a pu être obtenue par Tsipras, c'est le fait que ce fonds de privatisation n'aura pas son siège au Luxembourg, comme vou-

lait au départ l'Eurogroupe, mais en Grèce. Il n'en reste pas moins qu'il sera sous le strict contrôle de la Troïka.

En acceptant un programme austéritaire encore plus dur que celui qui a été rejeté, dimanche 5 juillet, par 61% de l'électorat grec le gouvernement grec enterre lui-même le résultat du référendum, qu'il avait pourtant organisé de sa propre initiative.. La Troïka a voulu ainsi imposer une sorte de « punition » suite à l'appel au référendum et à la victoire du «Non» il y a une semaine.

CONTRE L'AUSTÉRITÉ IMPOSÉE PAR LA TROÏKA, SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE GREC

En Grèce, la mobilisation commence à s'organiser, avec des manifestations contre l'accord et pour le respect du choix démocratique exprimé par le « non » au référendum. La jeunesse de Syriza a d'ailleurs exprimé son opposition à cet accord et appelle à manifester contre ce « coup d'Etat ».

Le NPA dénonce le rôle joué par le gouvernement Hollande dans l'imposition de cet accord sous prétexte de combattre « l'intransigeance allemande ». Le NPA exige l'annulation immédiate de la dette grecque, illégitime, insoutenable et odieuse, à commencer par la part de cette dette détenue par la France.

Il sera du côté de toutes celles et ceux qui, dans les rues jusqu'aux parlements des différents pays européens, s'opposeront à un tel accord qui ne vise pas autre chose que le pillage de la Grèce et sa mise sous tutelle de la Troïka. Il appelle à rejeter et combattre cet accord et à se mobiliser en solidarité avec les travailleurs et le peuple contre l'austérité.

Mardi 14 juillet 2015

PRENDRE CONTACT
NPA - 2 rue Richard Lenoir
93 100 Montreuil

Adresse :
.....
.....

ecire@npa2009.org

Nom :
Prénom :
Tel :/...../...../.....
Mail :
@.....



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

npa2009.org